

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen (et d'ailleurs aussi) a passé à la reconnaissance de caractère ce texte en mars 2012. Nous l'avons aussi féminisé. Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

Nous avons repéré ce texte sur le site anar anglais « Libcom ». Après quelques recherches, il s'avérait qu'une version française existait et qu'elle avait été diffusée par « Les Cahiers du mouvement Ouvrier » (N°12, décembre 2000 - janvier 2001) édités par le CERMTRI (centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskistes et Révolutionnaires Internationaux), qui dispose d'un site : <http://www.trotsky.com.fr/>

Nous avons pu nous procurer une version scannée de ce texte grâce à un membre du Collectif Smony (merci à lui !), un centre de documentation qui édite des textes devenus introuvables sur le mouvement ouvrier (<http://www.collectif-smolny.org/>).

Nous avons traduit et inséré au tout début du texte la très brève introduction que l'équipe de « Libcom » avait ajouté à la version anglaise qu'elle publiait sur son site.

Nous ne savons que peu de choses sur Tico Jossifort, si ce n'est « qu'il est né en Bulgarie en 1923 dans une famille juive, après avoir passé la guerre dans différents camps de travaux forcés, il participe au front patriotique initié par le PC bulgare, avant de quitter le pays en 1946. Il conduira sa vie en France, travaillant comme architecte, y fondant foyer tout en militant durant quelques années dans le courant trotskyste. », ces infos parcellaires ayant été récupérées sur le site de « Dissidences » (<http://www.dissidences.net>), un centre de documentation sur l'extrême-gauche.

D'autres textes scannés ou traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du CATS : <http://ablogm.com/cats/>

\*\*\*\*\*

L'histoire d'un mouvement anti-guerre bulgare peu connu débouchant en 1918 sur une mutinerie de masse et une rébellion armée. Cela conduisit à des fraternisations avec les troupes russes, à l'effondrement de l'effort de guerre bulgare, à l'abdication du roi et à une opportunité potentiellement révolutionnaire.

L'auteur, léniniste, attribue largement l'échec du mouvement aux conceptions et stratégies non-bolcheviques des dirigeants sociaux-démocrates et paysans. Les rebelles firent face à une répression d'État impitoyable ; mais il apparaît que, plus qu'une pauvre direction, c'est la limitation de la lutte à un terrain militaire et l'acceptation finale des compromis des dirigeants politiques par la masse des rebelles qui constituent la véritable défaite.

« Libcom »

# **LA RÉVOLTE DE RADOMIR**

## **Tico Jossifort**

« Radomir » est un drame survenu en Bulgarie peu avant la fin de la Première Guerre mondiale. Celle-ci avait été précédée à deux reprises d'une répétition générale, dont la Bulgarie se serait bien passée : les guerres balkaniques de 1912 et 1913, guerres dont la seule utilité avait été de servir de prélude à la grande. Les partis sociaux-démocrates de la région avaient proclamé :

« Nous libérer du particularisme et de l'étroitesse, abolir des frontières qui divisent des peuples en partie identiques par leur langue et leur culture, en partie liés ensemble au plan économique ; finalement, balayer les formes de domination étrangère, décider eux-mêmes de leur destinée ».

C'étaient, ni plus, ni moins, les attendus de la Fédération balkanique préconisée déjà par lesdits partis.

Mais beaucoup trop d'intérêts étaient engagés et la solidarité entre petits et voisins n'était pas assez forte

pour résister aux intrigues des grands et puissants. Seule l'accumulation des trois guerres peut expliquer l'horreur et le désespoir des révoltés de Radomir.

Mais si l'on considère la suite, parce que l'histoire de ce petit pays ne s'arrête pas là, on est forcé de faire les constats suivants :

— La révolution russe de 1917 a été précédée par celle de 1905, mais pas par une révolte de la taille de celle de Radomir au sein de l'armée.

— En Russie, les contradictions étaient devenues explosives à cause de son échelle — grand pays, forte concentration de l'industrie et du prolétariat.

— C'est un militant paysan (agrarien) qui assumait la conduite de la révolte de Radomir, et non pas un militant ouvrier.

— D'ailleurs, au début du XX<sup>e</sup> siècle, toute l'Europe de l'Est était à majorité nettement paysanne. La révolution chinoise est considérée comme due au soulèvement des masses paysannes.

— La Bulgarie s'est donc trouvée, au début du XX<sup>e</sup> siècle, être sur une crête séparant deux mondes — l'Asie et l'Europe.

— Est-ce que la contradiction qui la travaillait n'était pas celle entre la ville et la campagne ?

**Tico Jossifort**

**« La révolution dans ce petit pays faible et chétif leur a fait perdre la raison. »**

## **La bataille de « Dobro Pôle »**

À l'automne de 1918, divers signes de mécontentement sont signalés sur le front sud de l'armée bulgare.

Suite à la bataille dite de "Dobro Pôle" (qui signifie "gentil champ") et des pertes sévères qu'elle a occasionnées dans les rangs de l'armée, un changement ministériel fait accéder au pouvoir Alexandre Malinov, opposant de droite au gouvernement en place.

Comment en est-on arrivé là ?

Déjà, avant le déclenchement de la guerre, la Bulgarie était courtisée assidûment par les deux belligérants : par le bloc de l'Entente — dont les deux forces principales, la France et l'Angleterre — et par le bloc des forces du centre — dont les deux forces principales, l'Allemagne et l'Autriche (l'Empire austro-hongrois). Dès le départ, les deux principaux partis de l'opposition — le Parti ouvrier social-démocrate (tesniaks socialisti) et l'Union populaire agrarienne — avaient préconisé pour leur pays l'observation de la plus stricte neutralité dans la guerre. Cependant, les classes dominantes des pays balkaniques étaient beaucoup trop liées matériellement et financièrement avec les blocs belligérants pour que les Balkans et les pays qui les constituaient puissent rester en marge des hostilités. Aussi l'inquiétude des milieux populaires était déjà grande. Des bruits circulaient sur l'intention du gouvernement de contracter des emprunts, dont l'effet d'appât était à peine dissimulé par les « généreux » prêteurs, l'Allemagne et l'Autriche. D'autres bruits similaires concernant le projet de construction des lignes ferroviaires ou concernant la concession pour l'exploitation des mines de charbon circulaient, sans que le Parlement en ait eu à connaître, non sans provoquer les protestations de l'opposition.

Le 1<sup>er</sup> août 1914, l'entrée du Japon dans la guerre étend le théâtre des opérations à toute l'Asie. La tension ne cessant pas de monter, le 10 novembre 1914, le dirigeant des tesniaks, Blagoev, avance la proposition que le Parlement bulgare offre aux autres Parlements des Balkans d'instituer la Fédération balkanique, dont il sera question plus loin.

À l'été 1915, le gouvernement Radoslavov entreprend des pourparlers secrets avec l'Union centrale — bloc des puissances d'Europe centrale.

À la suite de ces événements, des contacts sont établis entre le gouvernement et l'Union agrarienne, avec l'appui de la cour.

Une réception est organisée avec les représentants de toute l'opposition. En réalité, ce sondage servait à tester l'état d'esprit des députés après la conclusion en cachette de la Convention pour l'amitié et l'union, qui annonçait tout simplement l'entrée de la Bulgarie dans la guerre. Peu de temps après, sortit le décret royal de mobilisation ; les dés étaient donc jetés.

« Nous, proclamons, écrivaient les socialistes de gauche tesniaks dans un tract diffusé à cette occasion, que

rien ne divise les peuples balkaniques et que ce qui les jette dans une guerre fratricide, ce sont les intérêts capitalistes et dynastiques des classes et dynasties dominantes... »

« Sur la Bulgarie et son gouvernement pèse un seul devoir, avertissait, peu avant, *Le Drapeau agrarien*, le journal de l'Union agrarienne, éviter toute implication. Préserver la maison des flammes. La Bulgarie ne peut et ne doit pas faire autre chose pour ses intérêts bien compris. Nous condamnons toute aventure du gouvernement. »

C'était évident pour tout le monde. Une écrasante majorité du peuple partageait cette conviction. Les plaies ouvertes lors des deux premières guerres fratricides entre peuples voisins ne s'étaient pas refermées, laissant des mauvais souvenirs.

Otant ses derniers oripeaux démocratiques, tout dévoué à la monarchie et ne pouvant pas tolérer les propos francs et intrépides qu'un paysan sait tenir devant un roi, le pouvoir fit traîner le dirigeant de l'Union agrarienne, Alexandre Stamboliiski, devant les tribunaux, et le fit condamner à la réclusion à vie.

Le 11 septembre 1915 fut le jour de la mobilisation générale. L'appel sous les drapeaux commença avec 530 000 soldats, suivis d'autres. Ils furent envoyés sur le front sud, et allèrent ensuite se battre dans le nord. Les souvenirs de la guerre de 1912 entre « alliés » restaient encore dans les têtes et les mémoires. Contre ces souvenirs douloureux, quel effet pouvaient avoir les propos dithyrambiques proférés par la presse bourgeoise sur la « Grande Bulgarie » ? Quel chemin parcouru du crieur public du village à la presse imprimée !

Pourtant, cette fois, les tracts, proclamations et manifestes contre la guerre étaient nombreux.

## **La motion-manifeste des tesniaks**

Le 14 décembre, les tesniaks soumettent au Parlement une motion divisée en trois parties :

— la première propose une adresse aux Parlements des pays balkaniques, les invitant à conclure une convention d'union et de défense commune ;

— la deuxième vise à contacter les gouvernements de pays neutres, de manière à constituer un bloc pour la paix susceptible de peser sur les belligérants en vue d'arrêter les hostilités ;

— la troisième demande la suspension de l'état de mobilisation militaire.

Dans les attendus de ces propositions, les tesniaks n'hésitaient pas à préconiser une entente défensive des pays balkaniques dirigée contre tout envahisseur menaçant leur intégrité.

Par l'audace de cet acte mémorable, qui, malheureusement, était resté sans effet, les tesniaks s'élevaient bien au-dessus de leurs rivaux socialistes de droite dans la compréhension des enjeux : les menaces qui pesaient sur les petits pays balkaniques et les mesures qu'il fallait prendre pour conjurer le danger.

Il n'était pas question, pour les tesniaks, d'en rester candidement à des appels platoniques à la paix et à la concorde contre la discorde, cette source de haine chauffée au rouge par les vociférations des bourgeoisies chauvines ; les tesniaks montraient du doigt l'unique issue : la fédération.

Ils demandaient aux peuples balkaniques épuisés par des guerres fratricides de surmonter les effets du poison des rancœurs et des ressentiments, et de se hisser à la hauteur exigée par les circonstances.

« Si nous pouvions ici, chez nous, ou en Allemagne, ou bien en France, nous élever au-dessus de l'idée nationale, alors peut-être que nous aurions pu jeter nos fusils ou bien les retourner contre la caste qui nous a entraînés dans la tourmente sanglante ; mais il est évident que nous sommes les enfants de ce sol du péché et, par éducation comme psychologiquement, nous nous soumettons à cette grande idée, nous ne pouvons pas y résister et ne pouvons pas retenir longtemps notre politique socialiste pourtant mise en œuvre dans la vie », écrivait le socialiste de droite Ianko Sakasov, décrivant en ces termes l'irrésistible ascension du social-chauvinisme des partis social-démocrates de la II<sup>ème</sup> Internationale et celle de son propre parti.

Le manifeste des tesniaks était un pas en avant, une victoire sur le mal, c'est-à-dire sur les forces boue-feu de la guerre, mais restait seulement une idée. Il définissait bien le danger, identifiant les causes, les protagonistes fauteurs/euses de guerre et les moyens d'écartier la menace, mais, pour passer des idées à la réalité, il fallait que les autres partis soient animés des mêmes désirs et de la même volonté. C'est précisément ce qui a fait défaut, et les partis représentant le mouvement ouvrier dans les Balkans n'ont pas pu empêcher l'implication de la péninsule dans la mêlée générale.

**« Les uns mouraient, d'autres s'enrichissaient »**

Entre temps, les effets sociaux et économiques de la guerre commençaient à exercer leurs effets.

« Le peuple appauvri crie désespérément et sa voix s'étend déjà sur le front. Survient une injustice profonde, raconte le militant agrarien Raiko Dascalov. Les cours et les greniers du peuple paysan ont été ouverts. Ce qu'ils ont trouvé, ils l'ont réquisitionné. On a exploité femmes et enfants. On les a forcés à faire de la betterave, mais du sucre on ne leur en donna point ; on leur prit le lait, mais du fromage, ils n'en ont pas vu ; des commandos solidement armés de réquisition ont razzié la campagne. Les unEs mouraient, d'autres s'enrichissaient, le peuple entier fut réduit à la misère. Ainsi surgirent les nouveaux millionnaires. »

Quant aux alliés, leur appétit fut sans limite. Ils mettaient la main sur tous les biens, le pays devenait une colonie exportatrice des matières premières pour l'Allemagne.

« Le roi est trop loin et Dieu est trop haut », disait le dicton populaire, qui se transmettait de bouche à oreille. Femmes, enfants et vieillards se plaignaient auprès des soldats en permission, et leur plainte s'étalait en plein jour. Contenue au départ, elle finissait par se propager sur des milliers de lettres adressées aux soldats, et cette confiance devint vite une menace. Certes, au départ, ce n'était que des plaintes ; mais, avec l'aggravation des souffrances et de la misère, le ton s'éleva et devint coléreux : « Les soldats gardent les riches et le peuple meurt de faim », « La guerre, c'est l'arnaque »...

Entre temps, Stamboliiski est condamné à la détention à perpétuité, mais son moral n'en est pas atteint. Ses contacts restent nombreux avec les militantEs de l'Union agrarienne, il écrit des articles et des brochures, dans lesquels il dénonce le comportement des agrarienNEs de droite, qui flirtaient avec le gouvernement.

Et simultanément, dans le pays, travaillent avec énergie de nombreux tesniaks, parmi lesquels Dimitri Blagoev, G. Kirrov, Christo Kabaktchiev, Vassil Kolarov, Georges Dimitrov. La protestation contre la guerre, ample et multiple, se propageait à travers le pays.

La guerre se poursuivant, implacable, les abus perpétrés par les campagnes de perquisitions aggravent les conflits sociaux. Leurs répercussions politiques entraînent un net fléchissement à gauche de l'Union agrarienne. Les députés verts sont plus attentifs aux lettres de protestation de leur chef. Leurs amiEs socialistes deviennent implacables dans leur dénonciation de la politique chauvine menée par la II<sup>ème</sup> Internationale. Leur leader, Blagoev, n'hésite pas à annoncer l'imminence de la révolution et déclare celle-ci possible dans le cours même des hostilités.

À l'été 1917, les agrarienNEs relancent leur journal, *Le Drapeau agrarien*. À la même époque, retentissent les premiers échos de la révolution russe.

Cependant, la répression se durcit, des journaux antimilitaristes sont confisqués par la poste, les soldats sont fouillés ; mais ces mesures n'entravent pas le mécontentement qui monte dans le pays.

Dans certains endroits, des révoltes de femmes éclatent, aux cris de : « Du pain ! » Des tracts spontanément écrits sur des feuilles volantes passent de main en main. Ainsi, dans la 5<sup>e</sup> division, le ton des écrits devient coléreux et pathétique :

« Nous avons des armes et, dans chaque bataille, nous perdons des milliers de victimes. Mais si nous sacrifiions volontairement quelques-uns, qu'en serait-il ? Allons, chers camarades, boutons dehors ceux qui ont vendu notre chère patrie, pour la Bulgarie libre, pour la liberté, vive notre protecteur Alexandre Stamboliiski ! »

Le 5 octobre 1915, des soldats de la 27<sup>e</sup> brigade de Tchepino membres du Parti social-démocrate (tesniaks) et membre de l'Union agraire, et parmi eux beaucoup de jeunes soldats de Slavitsa (lieu de naissance de Stamboliiski), se révoltent ; la majeure partie d'entre eux sera fusillée.

Dix mois plus tard, le 21 décembre 1916, à la 1<sup>ère</sup> brigade de la région de Sofia, arrive une dépêche alarmante annonçant que les soldats de la 25<sup>e</sup> brigade de Dragoman se révoltent, déclarant qu'ils ne voulaient pas traverser le Danube pour envahir un sol étranger. Le 42<sup>e</sup> régiment d'infanterie se joint à la révolte et 80 soldats manifestent en tirant des coups de fusil en l'air. En un éclair, cette agitation atteint les 21<sup>e</sup>, 35<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> régiments, pour finir en atteignant le régiment « Dorodovski ».

Ces révoltes s'achèvent par des procès tragiques. L'organisateur de la révolte des régiments dits « Dragomanski », Yossef Belcher, se suicide. Cette répression féroce n'arrive pas à éteindre l'esprit de révolte, porté à son degré ultime par le sentiment de désespoir et d'une situation sans issue. À quoi vient s'ajouter l'extraordinaire ascendant de la révolution russe de Février.

Sur le front du fleuve Seret (Roumanie), les soldats bulgares sont face aux soldats russes.

**"C'est quoi, la révolution ?"**

« C'est quoi, la révolution ? », se demandent des soldats qui n'en ont jamais entendu parler. Leurs camarades leur expliquent en riant. Si ces idées ont du mal à faire clairement leur chemin, si l'imagination est encore trouble, cependant, chacunE sent que quelque chose de grand, de très grand est arrivé.

Jusqu'à hier dociles, les soldats n'ont plus envie d'obéir à leurs officiers. Des liens d'amitié se nouent entre les deux camps ennemis. D'autant plus qu'en face, ceux qui se dressent sont les « bratouchki » (« petits frères »).

Les soldats s'enhardissent, courent en franchissant le no man's land pour offrir du pain, de l'eau de vie. Et les séances de fraternisation s'amplifient, par-delà le glacis de Seret, qui sépare l'armée russe de l'armée bulgare.

Pour arrêter cette vague de fraternisations pernicieuses, les soldats du 35<sup>e</sup> régiment sont arrêtés, poursuivis, et leurs condamnations rendues publiques.

En dépit de la répression, les rencontres entre soldats ne cessent pas. On se fréquente, on échange des lettres, des tracts, des appels, des photos, on se réunit, on festoie. Suite à ces échanges entre le régiment bulgare « Rassemblement » et le régiment « Tirailleurs de Sibérie », s'établit une amitié qui dure une centaine de jours.

L'esprit de pacification et de fraternisation s'étend et gagne d'autres unités, tels les 35<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 53<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup> régiments. Il gagne même des unités du front sud. Sous l'effet de cette agitation, qui atteint vite l'arrière, une délégation des députés agrariens se rend chez le général Gerov, chef d'état-major ; plus tard, Stamboliiski révélera que l'objet de cette démarche visait à encourager un coup d'Etat.

Sur ces entrefaites, éclate la révolution d'Octobre en Russie. L'organe des tesniaks écrit : « En ce moment critique, les travailleurs/euses bulgares — la fraction la plus éveillée du peuple bulgare — ont le devoir d'élever leur voix et reprendre la lutte à l'exemple des frères et soeurs russes. Cette lutte s'impose. Son issue ne fait pas de doute : malgré les obstacles, malgré les victimes, quelles qu'elles soient, la fin de cette lutte est le triomphe du peuple sur les oppresseurs et les dépouilleurs, le triomphe de la démocratie sur la monarchie, le triomphe du socialisme révolutionnaire sur le joug politique et économique. L'aurore du socialisme et de la liberté se lève ».

Ce manifeste des tesniaks a un caractère de soutien, d'encouragement et d'agitation, mais il n'appelle pas à la révolte et au soulèvement.

Les nouvelles de la révolution russe vont alourdir davantage le climat régnant sur les fronts. Une pluie de condamnations capitales s'abat sur les soldats. Sur le front sud, la situation ne cesse de se détériorer et l'approvisionnement des lignes d'opération se dégrade d'autant. Le moral est au plus bas. Le chef d'état-major, le général Gerov, ne le cache pas.

Dans son rapport du 12 juin 1918, il émet le souhait que des accommodements d'ordre politique interviennent afin d'apaiser les esprits, sans toutefois toucher à l'armée. Dans le but de manœuvrer, c'est l'ancien chef de l'opposition de droite, Alexandre Malinov, qui est nommé président du Conseil.

La bataille décisive de « Dobro Pôle » débute à 6 heures, le 14 septembre 1918. Du côté bulgare, sont alignées la 2<sup>e</sup> division de la ville de Plevain, le 10<sup>e</sup> régiment, le 30<sup>e</sup> régiment et quelques autres.

## La révolte générale

En face, les forces armées de l'Entente étaient bien supérieures en nombre et en armement : 15 000 soldats bulgares contre 57 000. Les affrontements durèrent deux jours et finirent par des combats au corps à corps. Au total, le régiment de « Cheïnovo » perd les deux tiers de ses effectifs, le 10<sup>e</sup> régiment 840 soldats. Les pertes sévères subies par les unités de l'armée bulgare provoquent la percée du front et se soldent par une révolte générale des unités engagées. En tête du soulèvement, se trouvent la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> divisions d'infanterie, qui, abandonnant leur position, prennent le chemin du retour vers l'ancienne frontière gréco-bulgare. Dans leur retraite vers le nord, le long du fleuve Vardar, ces unités entraînent la 4<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> divisions.

En quelques jours, du 22 au 27 septembre 1918, le soulèvement implique toutes les divisions cantonnées de la plaine de Vardar jusqu'à la région de Bitolia. Les uns sont animés du désir désespéré de parvenir d'une façon ou d'une autre à la paix ; d'autres, conscients de la limitation tragique de leur choix, ne voient d'autre issue que la transformation de leur révolte en soulèvement contre les responsables politiques qui ont jeté le pays et l'armée dans l'aventure.

La désertion survenue à « Dobro Pôle » se transforme en soulèvement contre les fauteurs de guerre. Les « poilus » bulgares de « Dobro Pôle » n'ont pas jeté leurs armes, mais les ont retournées contre leurs

chefs.

Les rebelles se regroupent dès le départ des lignes du front ou au cours de la retraite vers l'arrière. C'est dans la précipitation que se forme tant bien que mal la nouvelle armée. Les syndromes de la précipitation vont peser lourd sur cette troupe, produit du désespoir, et cela comptera dans les engagements qui vont suivre.

Entre temps, l'état-major, bien informé de ce qui se passe sur le front, bat le rappel et prépare sa défense. On mobilise l'école des officiers de réserve. Toutefois, des contretemps se produisent : ainsi, les élèves-officiers de Kusténdil se rebiffent. Au sommet de l'Etat, réunion d'urgence en présence du roi. Et là, le conseil unanime sollicite l'armistice. Cependant, Ferdinand, imbu d'orgueil, a d'autres plans en tête, ce qui jette les membres du gouvernement dans la désolation. Et rien n'est décidé.

On dépêche des mandataires à Salonique. L'ambassade des Etats-Unis est saisie. Tous les généraux consultés sont du même avis : ils sont pour l'armistice. Le lendemain, le président du Conseil, Malinov, adresse au roi trois lettres pressantes, sollicitant l'accord pour le dépôt des armes. Or les événements se précipitent : Stamboliiski, hier condamné à la détention perpétuelle, dont la libération est annoncée, exige la libération des autres prisonniers politiques auprès du ministre de la Guerre, Savov, qui ira le voir dans sa cellule. L'entretien du prisonnier avec le ministre ne servira qu'à tâter le terrain — première approche des deux camps qui s'opposent, tout en étant engagés dans un jeu subtil.

Tout ou presque se joue au cours de l'entretien avec le roi qui suivra peu après, et dont les détails ne seront publiés par le chef du gouvernement que par la suite. Tout évoque un marché : le roi consent à l'armistice et le dit à son adversaire agrarien ; mais en échange, Stamboliiski s'engage à aller à la rencontre des insurgés. Stamboliiski, tout au long des hostilités, avait gagné un prestige immense auprès des soldats. Il semble que, désormais, la voie de l'armistice est ouverte. Une délégation pour engager des pourparlers est donc constituée. On n'a pas hésité à y inclure le chef agrarien. Suprême habileté, qui engage l'agrarien vis-à-vis des tesniaks, dont un certain nombre de militants, et parmi eux Georges Dimitrov, sont toujours en prison.

Le 26 septembre, le chef agrarien, accompagné de son ami Raïko Dascalov, des députés et ministres, parmi lesquels le ministre de la Guerre, le général Savov, partent pour la ville de Radomir afin de « pacifier » les soldats et mettre fin à la rébellion.

Les résultats étaient loin d'être acquis d'avance. Le camp d'en face, c'est-à-dire de l'Entente, était-il d'accord pour mettre fin aux hostilités ?

## **La République proclamée...**

Les premiers contacts avec les soldats insurgés se passent mal. C'est le lendemain que les choses vont bouger, sur l'initiative de Raïko Dascalov, qui, tout de go, proclamera la république et la destitution du tsar et de son gouvernement. C'est ainsi que prend date la glorieuse et tragique épopée de la république de Radomir.

La république seule peut sauver la Bulgarie de l'ennemi extérieur et des désordres à l'intérieur, dit le télégramme diffusé par le nouveau chef d'état-major.

Stamboliiski acquiesce et donne son accord pour assumer la présidence (provisoire ?) de la république.

Le commandant de la nouvelle armée rebelle, Dascalov, recommande « que les soldats s'organisent par unités et désignent leurs commandants ».

Les nouvelles de la révolte et de la longue marche des rebelles vers la capitale parviennent dans la ville minière de Pernik, à 30 km de Sofia. Halatchev rend compte de l'agitation qui s'est emparée des ouvriers de cette ville. Dascalov leur adresse un appel : « On a dressé le drapeau de la révolution, c'est le drapeau de la république, ce sont vos idéaux, venez vous joindre au soulèvement ».

Mais deux parlementaires apportent la réponse du comité central des tesniaks, communiquée par Kabaktchiev. Et cette réponse dit « neutralité ».

## **La dérobade**

C'est la réponse officielle des tesniaks. Dès lors, c'en est fini de la révolution. Un an plus tard, leur leader Blagoev commentera l'échange qu'il a eu avec le porte-parole des agrariens, Alexandre Stamboliiski : « Il m'a dit : nous ne prendrons le pouvoir avec aucun autre parti, excepté le vôtre. Vous

êtes fortEs en ville, nous le sommes à la campagne ; ensemble, nous prendrons le pouvoir ; qu'en pensez-vous ? »

Blagoev répondit : « Le parti des tesniaks ne peut prendre le pouvoir avec l'Union agrarienne parce que les deux partis sont différents ».

Stamboliiski : « Non, nous ne sommes pas très différents de vous ; j'admets tout votre programme, sauf un point : celui des petits propriétaires : nous n'y touchons pas ».

Blagoev : « Soit, mais quand même, notre parti ne prendra pas le pouvoir avec vous. Mais si vous acceptez le programme de notre parti... »

Et plus loin, Blagoev d'argumenter : « Il (le parti) était presque en entier sous les drapeaux, dispersé sur tous les fronts. Derrière les lignes, il était vide, les sections n'avaient qu'une poignée d'adhérentEs. Et dans la capitale, c'était pareil, sinon pire... Visiblement, le comité central n'avait aucune possibilité physique de prendre en charge cette révolution ».

Manifestement, ce n'étaient pas les vraies raisons. Bien plus tard, en 1948, Georges Dimitrov, qui y avait pourtant participé, émettra un jugement a posteriori, un peu sommaire, mais non dépourvu de vérité :

« La cause principale (du refus des tesniaks) réside dans son côté doctrinaire, dans les conceptions non bolcheviques, dans les méthodes et survivances du socialisme tesniak ».

Pourquoi, après Radomir, cette abstention des tesniaks, ennemiEs farouches de la guerre, est-elle restée une énigme ? En réalité, elle a constitué l'impasse historique à laquelle a abouti la politique de l'aile révolutionnaire du jeune Parti social-démocrate bulgare.

À peine sortie d'une oppression séculaire, à peine entamé un développement capitaliste, la Bulgarie devait affronter d'autres puissances dotées de moyens militaires et de production modernes ; le télescopage des guerres de libération avec des guerres impérialistes n'arrangea rien. La bourgeoisie a eu l'habileté de détourner à son profit l'euphorie des guerres de libération et de les exploiter pour le compte de ses propres entreprises de conquête.

Le fait que les tesniaks se sont trouvés sur la crête entre deux mondes, celui de la II<sup>e</sup> Internationale et celui des bolcheviks, n'était pas pour éclairer leur route.

Blagoev, déjà avant la guerre, considérait les émules bulgares de Lénine (voir l'article « Gatchev devant ses juges ») (1) comme des extrémistes « anarchistes ». C'était le même type de critique que la II<sup>ème</sup> Internationale et les mencheviks adressaient à Lénine et à ses protagonistes, le terme d'anarchiste signifiant en l'occurrence l'inadaptation des moyens par rapport aux fins (le socialisme, ou l'accès au pouvoir par le prolétariat) et un jugement sur les conditions objectives autorisant l'accès au pouvoir. Pour la Russie, cela voulait dire que les conditions n'étaient pas mûres pour le prolétariat pour accéder au pouvoir par la révolution. Or, dans la polémique entre Plekhanov (menchevik) et Lénine, le cœur de Blagoev penchait pour le premier, bien qu'au cours de la guerre, les cartes finirent par se brouiller.

On comprend maintenant le sens que Dimitrov voulait donner à sa critique contre la neutralité que les tesniaks préféraient observer durant la révolte de Radomir et après, en employant l'expression d'excès doctrinaire ou de dogmatisme.

Tout cela n'avait pas aidé les tesniaks à tirer au clair les rapports avec le monde paysan. Ils n'ont jamais su trouver langue commune avec les agrariENEs. Avant, mais surtout après la révolte de Radomir, le mouvement ouvrier et le mouvement paysan n'ont pas su marcher ensemble. Et la bourgeoisie les a battus séparément.

Jusqu'à la fin du siècle, le mouvement ouvrier, toutes tendances confondues, a buté sur la question paysanne comme sur une pierre d'achoppement. Pourtant, très tôt en Bulgarie, le principe coopératif était devenu populaire au sein d'une agriculture très parcellaire.

Il avait obtenu de beaux résultats, malgré les obstacles inhérents à un socialisme sclérosé, nonobstant le lamentable échec des « complexes agricoles » imaginés par le néo-stalinien T. Jivkov.

Revenons à Radomir.

Le noyau de l'armée insurgée de 10 000 hommes va compter cinq divisions. Le 28 septembre, vers 10 heures, à la gare dite « Zaharna fabrica », à l'emplacement de l'ancienne usine, arrive un train transportant majoritairement des soldats du front blessés. Un détachement d'une école militaire au complet, armé de mitrailleuses, les attend. Un début de dialogue suffit pour déclencher aussitôt un feu nourri de la part des élèves officiers.

Le carnage fait des centaines de victimes. Plus tard, une commission d'enquête cherchera à établir les responsables de cet incident sanglant.

## Le carnage

Le 29 septembre 1918, le chef de l'armée rebelle et ses soldats insurgés sont déjà devant le village de Vladaïa, tout près de Sofia. Mais Stamboliiski n'est pas avec eux. Il déclare aux autorités qu'il a échappé à sa capture par les rebelles, alors que son ami Raïko Dasca-lov aurait été contraint de se déclarer leur chef militaire. Curieuse situation ambiguë, où le pouvoir n'ose pas arrêter l'ancien prisonnier agrarien, alors qu'il pouvait l'obliger par la voie du télégraphe à renoncer à son nouveau titre de président de la République, en invitant les insurgés à se rendre.

Le pays suspend son souffle en attendant que la bataille imminente éclaire une situation saturée de confusions et d'incertitudes.

L'assaut du 29 septembre est le point culminant de l'engagement. Et la supériorité des forces amassées face aux rebelles finit par l'emporter, grâce au nombre et à l'armement. Malgré l'élan des insurgés, leur tentative de rompre les lignes de défense échoue. Hors de combat, certains parviennent à se dissimuler en changeant leurs uniformes, d'autres parviendront à rejoindre leurs villages ou prendront le maquis pour de longues années. Trois mille rebelles seront capturés, la plupart blessés, les autres épuisés et en piteux état. Des blessés sans défense seront achevés par dizaines et sans pitié. Des témoins raconteront des épisodes de ce carnage féroce lors de l'enquête parlementaire qui sera conduite en 1922 par le pouvoir du parti agrarien.

Le 2 décembre 1918, la rébellion est définitivement matée. Mais le pays est toujours en état de guerre. Dans l'incertitude, la vie du pays semble suspendue. La menace de voir le roi, aidé par les unités de l'armée allemande, faire culbuter le gouvernement, occupait les esprits de nombreux ministres. Inquiet, le gouvernement exprime le souhait que les unités de l'armée française entrent en Bulgarie le plus rapidement possible.

Tout se précipite. Le roi appelle à la rescousse le commandant de la capitale, le général Protoguerov, chargé d'arrêter les membres du gouvernement par un coup d'Etat. Momentanément d'accord, celui-ci se dérobe ; le roi, ayant joué sa dernière carte, se voit obligé d'abdiquer, et c'est la fin de son règne.

Puis les pourparlers s'engagent et c'est l'armistice. Suite à la défaite du soulèvement, dix mille soldats seront mis en prison. Plus tard, Kolarov rapportera des détails sur les exactions subies par les rescapés de la révolte.

Lénine dénoncera les conditions de l'armistice, le 8 novembre : « Prenez la Bulgarie : à première vue, ce petit pays n'avait rien de menaçant pour le colosse impérialiste anglo-américain. Cependant, la révolution dans ce petit pays faible et chétif leur a fait perdre la raison, de telle sorte que leurs conditions d'armistice équivalaient à une occupation ».

La révolte de Radomir ne fut pas une aventure vaine. Elle fit sortir la Bulgarie du conflit, congédier le roi Ferdinand (bien que ce ne fût pas la fin de la monarchie), et elle contribua à mettre fin à la guerre.

**Tico Jossifort**

### **Note de la rédaction :**

(1) Cahiers du mouvement ouvrier, n° 10, page 113.